

<http://cdurable.info/Special-Lutte-contre-le-changement-climatique-ODD13.html>

Infos 21

Spécial Lutte contre le changement climatique - ODD13

- Humain - Contribution Sociale - Réseau des acteurs du DD -



Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2018

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Parmi les adhérents du Comité 21, l'exemple de EcoAct, EDF Collectivités et Unis-Cité, des départements de l'Isère, de la Loire-Atlantique, de Saint-Etienne Métropole, de la COP21 Rouen Normandie avec le soutien de l'ADEME et du WWF, Orvault, l'Association Bilan Carbone, l'Agence Parisienne du Climat, Électriciens sans frontières avec la Fondation de France et Schneider Electric, l'association ELISE, du GERES avec l'Agence française de développement-AFD, du Partenariat Français pour l'Eau, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), du WWF France et du Club Green IT

Des exemples à retrouver juste après l'édito de Bettina Laville, Présidente du Comité 21 : "
Fin du monde, fin de mois et réchauffement climatique"

Sommaire

- [FOCUS : Fin du monde, fin \(...\)](#)
- [EcoAct](#)
- [EDF Collectivités et Unis-Cité](#)
- [Département de l'Isère](#)
- [Département de la Loire-Atlanti](#)
- [Saint-Etienne Métropole](#)
- [COP21 Rouen Normandie avec](#)
- [Orvault](#)
- [Association Bilan Carbone](#)
- [Agence Parisienne du Climat](#)
- [Électriciens sans frontières](#)
- [Association ELISE](#)
- [Le GERES avec l'AFD](#)
- [Partenariat Français pour \(...\)](#)
- [UICN](#)
- [WWF France et le Club Green](#)

FOCUS : Fin du monde, fin de mois et réchauffement climatique par Bettina Laville

En ce mois de décembre 2018, la transition énergétique est au coeur de l'actualité. Et pas seulement parce que la [24^{ème} Conférence des parties](#) se tient du 2 au 14 à Katowice en Pologne.

Quelle que soit l'opinion qu'on porte sur le mouvement des « Gilets jaunes », on se souviendra de cet automne 2018 pour avoir porté sur la scène politique les complexités des arbitrages entre le long terme et le court terme : l'échec, on espère momentanément, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; la contestation de la taxe carbone, instrument indispensable de régulation des émissions ; la revendication de la justice sociale que les manifestants n'appellent pas encore justice climatique.

Tout ceci dans un contexte où les alertes à un « effondrement » possible se multiplient.

S'il fallait une confirmation, la « transition », que d'aucuns entonnent comme positive et enthousiasmante, comme

une exaltante opportunité, ne se fera pas sans douleur.

Qui, d'ailleurs, pouvait en douter ?

Pour les alertes, elles sont nombreuses : citons le [nouveau rapport du GIEC](#) sur les « impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5 C » en octobre dernier, et, coup sur coup, en novembre, le rapport publié par un collectif de l'Université d'Hawaï dans la revue « [Nature climate change](#) » sur les risques cumulés entraînés par le changement climatique, et le [rapport gouvernemental américain](#) « National climate assessment », mandaté par le Congrès.

La transformation est enfin enclenchée notamment via un taux significatif de la taxe carbone.

Comment en effet être crédible sur la scène européenne, au moment des risques de désengagement, et mondiale, en regard des pays tentés de rompre avec l'Accord de Paris, si on n'est pas soi-même exemplaire, ou tout au moins volontariste ? Pour les arbitrages de la Programmation pluriannuelle de l'Energie - PPE, elles entérinent de solides avancées : une trajectoire en ligne avec l'objectif de 32 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, la priorité réaffirmée à l'efficacité énergétique, la géothermie, le biogaz.

L'arbitrage sur le nucléaire fait grincer des dents, mais il est de bon sens, au vu des enjeux économiques et écologiques.

L'annonce d'un grand débat citoyen ne peut que satisfaire le Comité 21, qui va tenir début 2019 son deuxième forum sur la citoyenneté écologique.

Pour la conjugaison des justices sociale et écologique, on n'en est qu'au début.

Certes les inondations, les incendies, la fonte des glaciers, entre autres, nous rappellent à la réalité de l'anthropocène, et traduit un nouveau sens des responsabilités collectives.

Mais cet anthropocène doit aussi fonder de nouveaux rapports sociaux, et là, on a du chemin à faire.

Laissez-moi reprendre les paroles de réaction au discours du Président de la République d'Aurélien Barrau, auteur de l'appel des 200 personnalités en septembre dernier « *il n'est sans doute pas possible de faire face au drame actuel en tentant désespérément de sauvegarder un système mortifère et agonisant.*

Il faudra aller plus loin.

(...) Le seul espoir face à la catastrophe en cours, c'est que, finalement, forcés d'inventer un autre rapport à la nature, du dedans, nous soyons aussi contraints d'inventer un autre rapport à nos semblables.

Peut-être la nécessité écologique sera-t-elle finalement le salut social. »

L'espoir, avant la COP24, se trouve du côté des acteurs non-étatiques, il faut mentionner le premier rapport annuel de l' « [Observatoire mondial de l'action climatique non-étatique](#) » de l'association Climate Chance, et bien sûr les expériences concrètes présentées dans ce numéro 192 d'Infos 21 par les adhérents.

Mais il faudra aussi s'adapter ; c'est notre conviction.

Dans le cadre des priorités de sa feuille de route 2017-2020, le Comité 21 a lancé en septembre dernier, avec le soutien du Ministère des Affaires Etrangères, de l'ADEME, de la CDC, d'EDF, de Veolia, d'Engie, et de Suez, un [programme dédié à l'adaptation aux changements climatiques](#), arguant que la transformation des activités et des territoires sont des enjeux essentiels en regard des conséquences du changement climatique : recherche scientifique, appui-conseil aux adhérents, rencontres-débats, décryptage des enjeux internationaux...

<dl class='spip_document_12343 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:222px;'>

Dans ce cadre, une session de terrain se tient le 19 décembre à l'occasion du 2ème Colloque national Sciences et Sociétés, co-organisé par les GREC-PACA, CNFCG, GICC, à Marseille sur le thème « Adaptation et territoires ».

À la veille de la COP24, et pendant la [COP14](#) de la Convention sur la diversité biologique (Sharm El-Sheikh, en Égypte, 17-29 Novembre 2018), le Comité 21 a réuni dans une rencontre-débat le 6 novembre dernier les deux Ambassadeurs français en charge, Brigitte Collet pour le climat, (qui nous fait le plaisir de répondre à nos « 3 questions...») et Xavier Sticker pour la biodiversité, Car, encore une fois, il ne faudrait pas que l'actualité énergétique occulte le silence des oiseaux...

Alors, rendez-vous pour les conclusions de la COP14, et pour la COP24, où le Brésil sera beaucoup observé, avant que ne le soit, pour la COP25, la nouvelle Commission européenne.

[Bettina Laville](#), Présidente du Comité 21

EcoAct



EcoAct : 3 leviers d'actions indissociables pour une neutralité carbone réussie et solidaire

La déclinaison de l'objectif mondial de neutralité carbone, au niveau des entreprises et des territoires, ouvre un champ de progrès inédit : elle appelle à repenser son développement à long terme et à dessiner sa stratégie de transformation et d'adaptation dans une perspective économique compatible avec un monde neutre en carbone.

C'est à l'aune de cet impératif qu'**EcoAct**, expert dans la définition et la mesure des stratégies climat et le déploiement de projets de terrain, a publié en octobre une note sur la neutralité carbone au service de la transformation des entreprises et des territoires.

EcoAct invite les organisations à bâtir une stratégie de neutralité carbone cohérente articulée autour des trois leviers d'actions indissociables :

- ▶ 1. Mesurer et déclarer ses émissions de GES ;
- ▶ 2. Eviter et réduire ses émissions, renforcer sa capacité de séquestration des émissions de GES ;
- ▶ 3. Financer la transition vers une économie zéro émission nette et résiliente.

Ainsi, pour atteindre la neutralité carbone, les organisations ont, dès aujourd'hui, les outils et moyens d'initier des démarches concrètes dans leur périmètre d'activité, et également au-delà, en investissant dans la R&D ou/et en finançant des actions volontaires de réduction d'émissions et de renforcement des puits carbone via des projets de coopération carbone ayant un impact quantifiable tant dans les champs de l'adaptation que de l'atténuation aux changements climatiques.

In fine, cette note, première d'une longue série, synthétise les analyses et recommandations d'EcoAct et présente la boîte à outils (référentiels existants, codes de bonnes pratiques, normes et initiatives) encadrant les démarches de neutralité carbone en France et à l'international pour atteindre cet objectif.

► [Pour en savoir plus.](#)

► Guillaume Bonnentien - guillaume.bonnentien@eco-act.com

EDF Collectivités et Unis-Cité



EDF Collectivités soutient Unis-Cités avec l'opération « Check' Energie »

En 2018, **Unis-Cité** a co-construit avec le programme « Check'énergie ».

La mission des volontaires sur ce programme est double : accompagner le déploiement du dispositif chèque énergie en informant, en accompagnant et en orientant les familles ; sensibiliser les habitants des quartiers à la maîtrise de leur consommation.

Pendant 6 mois, 10 jeunes de Saint-Nazaire âgés de 17 à 23 ans en service civique au sein d'Unis Cités ont mené des actions de sensibilisation à la maîtrise de la consommation d'énergie auprès des populations fragiles de la Ville.

Après une quarantaine d'heures de formation sur la maîtrise de la consommation d'énergie et sur le chèque énergie, les jeunes se sont immergés sur le terrain en menant des ateliers ou en faisant du porte-à-porte porte pour informer, accompagner et aider les familles.

Cette action a permis d'assurer plus de 35 heures de permanence, d'informer et accompagner plus de 500 familles.

Les volontaires, dont la mission se terminera en novembre, apprécient tout autant cette expérience de terrain qui leur fait prendre confiance en eux, que le collectif de travail qu'ils ont réussi à former.

Le 21 novembre dernier, **Unis-Cité** et **d'EDF Collectivités** ont renforcé leur partenariat en signant, lors du Salon des Maires à Paris, une convention de partenariat pour mener des actions communes visant à accompagner le déploiement du chèque énergie, en présence de jeunes volontaires engagés sur la mission « Check' Energie » dans le cadre de leur service civique.

► [Plus d'information](#)

► Laurence Bachelier - laurence.bachelier@edf.fr

Département de l'Isère



Le département de l'Isère adopte une stratégie Air-Climat-Energie

Face à l'urgence climatique que connaît notre planète, le **département de l'Isère** s'engage.

Pour cela, il veut agir efficacement en montrant l'exemple au travers des actions et pratiques professionnelles au sein de l'administration que les différentes politiques publiques qu'il conduit : transport, route, collèges, environnement, agriculture, patrimoine bâti...

En 2017, le Département avait voté un plan de diminution de ses émissions de gaz à effet de serre qui fixait pour objectif une baisse d'au moins 4% de ces émissions d'ici à 2020.

Aujourd'hui, le Département vient renforcer et élargir ses actions menées pour l'environnement en s'attachant notamment, au contrôle de sa consommation d'énergie et à la qualité de l'air à travers cette Stratégie Air Climat Energie.

Le but de ce plan pluriannuel est d'assurer la réalisation des objectifs fixés en 2017, voire de les dépasser.

Cette stratégie constitue donc l'acte 2 de la politique environnementale du Département.

Elle fixe des actions volontaristes qui auront des impacts à moyen et long terme.

Pour cela, elle apporte deux nouveaux éléments : des objectifs et des méthodes concrètes, par mission, pour atteindre l'objectif d'au moins 4% de diminution des émissions de gaz à effet de serre par le Département d'ici à 2020 ; une implication plus précise de tous les membres du Département, élus, et agents, dans le processus d'amélioration de la qualité de l'air de notre territoire et la réduction de nos propres consommations énergétiques. Voulue par la majorité départementale, cette stratégie Air Climat Energie est le fruit d'une longue réflexion entre les élus et les agents, et prend en compte toutes les réalités du terrain et des politiques départementales.

Elle s'articule autour de huit axes (détaillés dans le document en annexe) : le patrimoine bâti du Département ; le parc de véhicules du Département ; les infrastructures routières départementales ; l'organisation des déplacements ; les services de restauration scolaire des collèges ; l'organisation et la gestion des services départementaux ; l'adaptation au changement climatique ; la solidarité avec les acteurs isérois en faveur de la Stratégie Air Climat Energie.

« A travers cette Stratégie, tout le Département, élus et agents, s'engage pour l'environnement.

L'objectif n'est pas de contraindre les Isérois, de pratiquer une écologie punitive, mais de construire une politique ambitieuse, pragmatique et réaliste qui encourage et accompagne les bons comportements.

Ce n'est qu'à travers ce type de politique, en donnant l'exemple, que nous pourrons agir concrètement pour l'environnement et la sauvegarde de notre planète.

L'innovation en matière de politique environnementale, c'est pour le Département une politique d'adhésion, une politique d'investissement, une politique d'incitation » explique Jean-Pierre Barbier, Président du Département.

▶ Brigitte Gallo - brigitte.gallo@isere.fr

Département de la Loire-Atlantique



La Loire-Atlantique, un département engagé dans la lutte contre le changement climatique

Le **département de la Loire-Atlantique** a associé lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère dans l'organisation de ses politiques publiques.

Il a pour objectif principal de diminuer ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre, et, d'accroître la part des énergies renouvelables, permettant ainsi de réduire la facture énergétique.

Pour la 5ème année consécutive, les actions menées par le Département donnent des résultats encourageants. Il connaît une diminution de 1,36 % en un an et de 13,56 % par rapport à l'année 2011-2012 en matière de consommation énergétique tandis que la part des énergies renouvelables passe de 14,26 % en 2015-2016 à 22,4 % en 2016-2017.

La facture énergétique de son parc immobilier a été réduite de 2,05% en 2016-2017.

Cette baisse de consommation est principalement dû à l'optimisation tarifaire des contrats de fourniture et la mise en place des Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Le Département a signé deux conventions cadres en 2017, favorisant l'action citoyenne.

L'une étant pour un projet de parc éolien citoyen à Plessé, et l'autre pour un projet de « cotoiturage solaire », CoWatt, destinée à financer des installations solaires photovoltaïques.

Cette initiative est renforcée par le soutien « Cit'ER 44 » (Citoyens pour les Energies renouvelables).

En matière de politique de mobilité, le Département a adopté en mars 2017 « la Loire-Atlantique à vélo ».

Ce projet, à l'initiative de trois jeunes, a pour ambition de diminuer de 10% la flotte automobile d'ici 2021.

Le télétravail est quant à lui, aussi, mis en avant pour diminuer l'empreinte carbone.

115 agents entre mars 2017 et février 2018 en ont bénéficié.

Parallèlement, la diminution de la consommation de carburant du parc automobile s'est traduite par une baisse des émissions de CO2 de 1,8 % par rapport à 2016. @Christiane Blanchard.

► [Pour en savoir plus.](#)

► Alphonse Rubio - alphonse.rubio@loire-atlantique.fr

Saint-Etienne Métropole



Saint-Etienne Métropole : un Plan Climat Air Energie Territorial sur l'atténuation et l'adaptation !

Saint-Etienne Métropole s'engage dans un nouveau Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour la période 2019-2025 en intégrant la thématique de l'air et l'adaptation au changement climatique comme composantes transversales.

L'évaluation du 1er Plan Climat (période 2011-2016) a permis de mettre en évidence que 75% des actions prévues ont été réalisées, et qu'elles ont permis d'éviter l'émission de près de 250 000 tonnes de gaz à effet de serre en 5 ans.

Le nouveau Plan Climat a pour objectifs d'atténuer l'impact sur le dérèglement climatique en réduisant significativement les émissions de gaz à effet de serre, les polluants atmosphériques et les consommations d'énergie du territoire d'ici 2025, mais aussi d'adapter le territoire au changement climatique en réduisant la vulnérabilité du territoire et de la population aux effets du changement climatique.

La stratégie Climat-Air-Energie de Saint-Etienne Métropole est en cohérence avec le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE).

En continuité avec son engagement dans la démarche « Territoire à Energie Positive », la Métropole stéphanoise souhaite poursuivre ses ambitions en matière de développement des énergies renouvelables sur son territoire.

Ainsi lors de son Forum Plan Climat 2018 du 4 décembre, la collectivité présentera son nouveau programme en faveur du Climat.

Comme chaque année, ce temps fort de l'animation du Plan Climat sera, pour la Métropole et ses partenaires, l'occasion d'échanger, d'apprendre mais aussi de passer un moment convivial entre acteurs engagés pour le climat.

Quatre ateliers animeront la journée : tout savoir sur la mobilité électrique ; la géothermie, une solution éprouvée de production de chaleur et de fraîcheur économique possible (presque) partout ; le télétravail, une solution au service de la compétitivité des organisations, du bien-être des salariés et de la transition énergétique ; visite du Plan Climat : dans les coulisses d'un chantier exemplaire, la 3ème ligne de tramway de Saint-Etienne.

▶ [Inscription.](#)

▶ [Pour en savoir plus.](#)

▶ Lionel Jouve - lionel.jouve@saint-etienne-metropole.fr

COP21 Rouen Normandie avec l'ADEME et le WWF



COP21 Rouen Normandie : les acteurs du monde économique mobilisés pour la transition écologique du territoire

Depuis fin 2017, la Métropole de Rouen s'est engagée, grâce à la COP21 Rouen Normandie, à mobiliser à ses côtés les acteurs du territoire, faisant de la transition écologique son faire-valoir.

En corrélation avec les objectifs nationaux mis en place lors de l'Accord de Paris, la COP21 Rouen Normandie a pour objectifs, d'ici 2050, de diminuer par 4 les émissions de gaz à effet de serre, de diviser par 2 les consommations d'énergie et d'arriver à une consommation sur le territoire de 100% d'énergie renouvelable.

Face aux 3 millions de tonnes équivalent de CO2 émis en une année, dues principalement aux 35% des émissions liées à l'industrie et aux 22% émis par les transports routiers, la Métropole de Rouen a décidé d'accompagner ces acteurs en mettant en place des outils et/ou des changements concrets en faveur de la transition écologique.

Cela se traduit, dans un premier temps, par le diagnostic de son Plan Climat Air Energie Territorial qui a confirmé

que la Métropole ne peut à elle seule atteindre les objectifs fixés en matière de réduction de la pollution atmosphérique, d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

C'est avec la signature d'un nouveau plan d'action, voté à l'unanimité le 8 octobre dernier, qu'a débuté la deuxième étape.

Avec l'appui de **l'ADEME et de WWF**, elle a rencontré de nombreuses entreprises et les a accompagnés pour prendre des engagements publics, afin de réaliser des actions de transition énergétique dans les domaines du bâtiment, de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, des déchets, des transports, du numérique, de la biodiversité et de l'alimentation.

Une cinquantaine d'entreprises ont répondu à cet appel, en vue de l'Accord de Rouen pour le Climat qui sera conclu le 29 novembre 2018.

► [Pour en savoir plus](#)

Orvault



Lancement de l'expérimentation de covoiturage urbain e'CocliquO » à Orvault

Conçu comme un complément des transports en commun et des autres modes de déplacement urbain, le dispositif « CocliquO » facilite le covoiturage gratuit et en confiance entre quartiers d'**Orvault**. Le système est simple : six grands panneaux d'arrêt ont été installés à des points stratégiques de la commune.

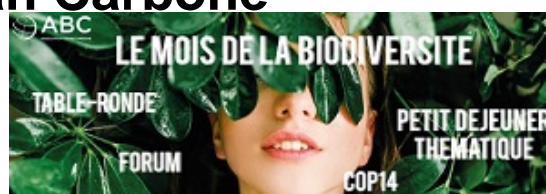
Sur chacun de ces panneaux figurent cinq destinations parmi les plus courantes pour les habitants avec des cases à cocher, où l'autostoppeur peut indiquer la destination de son choix avec une carte aimantée, qu'il aura obtenue gratuitement après inscription sur la plateforme.

L'avantage de CocliquO est de fournir un véritable kit de covoiturage (carte nominative à apposer sur les panneaux pour indiquer sa destination et sticker à coller sur le pare-brise de sa voiture) qui facilite et démocratise l'auto-stop pour des trajets courts en milieu urbain, une pratique qui, lorsqu'elle est spontanée, se heurte souvent l'appréhension pour les piétons, voir à l'indifférence chez les automobilistes.

Ce dispositif fait partie intégrante des [33 engagements de Nantes Métropole pour la transition énergétique](#), notamment le 6e favorisant le covoiturage et l'auto-partage.

► Florence Devasson - Florence.DEVASSON@mairie-orvault.fr

Association Bilan Carbone



L'Association Bilan Carbone lance le « Mois de la biodiversité et Climat »

L'ABC continue sur sa lancée des mois à thème, avec la biodiversité qui sera mise à l'honneur jusqu'à mi-décembre. Dans un premier temps, se tiendra le 6 décembre de 13h30 à 14h, le Comité trimestriel des événements climat d'ABC.

Cette édition consacrée à la biodiversité, gratuite et online, offre une tribune aux organisations qui font avancer la transition énergétique et écologique ([pour présenter un projet en lien avec le climat et la biodiversité](#)).

Le 11 décembre, ABC organise un petit déjeuner thématique sur le thème « Climat & Biodiversité ».

Le sujet des discussions sera axé sur l'enjeu crucial de l'érosion ainsi que la perte de la biodiversité.

Quelles solutions pour restaurer/sauvegarder la biodiversité ? Comment prendre en compte la biodiversité dans nos activités ? Pour tenter de répondre à ces questions, ABC a convié plusieurs intervenants : Antoine Cadi (Directeur recherche et innovation, CDC Biodiversité), Hélène Leriche (Responsable biodiversité et économie, OREE), Arnaud Berger (Directeur prospective économie verte et RSE, BPCE).

▶ [Inscriptions](#)

▶ [Pour en savoir plus.](#)

▶ Damien Huet - damien.huet@associationbilancarbonate.fr

Agence Parisienne du Climat



Agence Parisienne du Climat : adapter le bâti au climat parisien futur

L'Agence Parisienne du Climat, la ville de Paris et l'Observatoire de l'Immobilier Durable ont lancé une « Task Force » dont l'objectif est de co-construire un référentiel pour la construction et la rénovation du bâti adapté aux évolutions du changement climatique à Paris, conformément à l'action 24 de la Stratégie d'Adaptation de la Mairie de Paris.

Cette Task Force a rassemblé gestionnaires de bâtiments, foncières, bureaux d'études, aménageurs et professionnels du bâtiment durant deux réunions en juin et octobre 2018.

Cela a permis aux acteurs de faire remonter leurs besoins et apporter leur expertise pour co-construire ce nouvel outil, qui sortira courant 2019.

Ce travail est effectué dans le cadre de la communauté Immobilier et aménagement durable du dispositif Paris Action Climat, qui mobilise acteurs économiques et institutions parisiennes autour des objectifs du Plan Climat de Paris.

▶ [Pour en savoir plus.](#)

▶ Cécile Gruber - Cecile.GRUBER@apc-paris.com

Électriciens sans frontières avec la Fondation de France et Schneider Electric



Décarbonation & amélioration de la résilience : Electriciens sans frontières agit en Dominique !

Comme de nombreuses ONG qui agissent auprès des populations les plus démunies de la planète, **Electriciens sans frontières** inscrit son action dans l'ODD 7 de « *Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable* ».

Ainsi, les bénévoles réalisent actuellement l'électrification de six centres de santé en Dominique, par des systèmes photovoltaïques qui produisent de l'électricité sans émettre de gaz à effet de serre.

Les centres de santé verront leurs factures d'électricité diminuer, grâce au recours à l'autoconsommation.

Ce projet va contribuer à la décarbonation du mix électrique de l'île, aujourd'hui très dépendante des combustibles fossiles.

Par ailleurs, ESF vise à améliorer la résilience des populations auprès desquelles ils interviennent, surtout celles qui sont confrontées à des événements météorologiques violents, dont la fréquence va augmenter en raison du dérèglement climatique.

En Dominique, la population locale est formée à la maintenance et à l'entretien des installations photovoltaïques, et ces dernières sont techniquement conçues pour pouvoir être facilement mises à l'abri en cas de tempête.

En septembre 2017, le passage de l'ouragan Maria avait dévasté les infrastructures de l'île, laissant la majorité des habitants sans électricité pendant plusieurs semaines.

La réalisation de ce projet devrait être achevée en décembre 2018 ; il est mené avec l'appui de la **Fondation de France** et de **Schneider Electric**, en coordination avec le Ministère de la santé de la Dominique.

▶ [Pour en savoir plus.](#)

▶ Jeremy Gallet - jeremy.gallet@electriciens-sans-frontieres.org

Association ELISE



Elise accompagne tous les publics dans leur démarche de transition énergétique

L'association ELISE se mobilise en Vendée pour impliquer le plus grand nombre de personnes et de structures dans la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique.

Plusieurs actions ont été développées vis-à-vis de publics cibles : les citoyens sont invités à développer le covoiturage solaire avec Coat.

ELISE est l'animateur territorial et l'expert technique qui permettra de concrétiser les installations solaire de CoWatt ; les entreprises de La Roche-sur-Yon Agglomération sont mobilisés à travers un PDIE (Plan de Déplacement Inter entreprise) où ELISE forme les référents mobilité en entreprise, anime des ateliers covoiturage interentreprises et accompagne la mise en place d'autopartage ; les établissements scolaires se mobilisent pour le climat grâce au « défi class énergie » animé par l'association ELISE.

Les enseignants, les élèves et les équipes techniques des bâtiments scolaires sont collectivement mobilisés pour réduire les consommations d'énergie de l'établissement scolaire en jouant sur les gestes du quotidien.

► [Pour en savoir plus.](#)

► Philippe Massé - philippe.masse@eiepd.fr

Le GERES avec l'AFD



Les Collines, le coeur du Bénin engagé face aux changements climatiques, un programme du GERES

Au centre du Bénin, les 716 000 habitants du département des Collines vivent déjà les impacts des changements climatiques : routes détruites, bâtiments « décoiffés », pertes de semis et de cultures, sols agricoles dégradés, etc.

Le GERES, soutenu par l'**Agence française de développement-AFD**, accompagne sur place le Groupement Intercommunal des Collines (GIC) pour l'élaboration d'un programme d'actions visant à endiguer les effets néfastes du dérèglement climatique.

Le 13 novembre dernier, à Cotonou, les 6 maires du GIC ont signé une Charte portant sur une exploitation raisonnée et durable des ressources naturelles, la promotion de techniques agricoles résilientes, la satisfaction durable des besoins énergétiques et la résilience des infrastructures publiques et des habitations.

Des échanges directs ont été initiés avec les financeurs potentiels.

Un premier appel à projets a déjà été lancé pour soutenir la restauration des terres dégradées par les paysans encadrés par 4 OSC locales.

Mais il faudra encore beaucoup de ressources pour parvenir à concrétiser tous ces engagements.

C'est pourquoi, pour l'accompagner dans ses démarches, le GIC souhaite établir une relation de coopération décentralisée avec une collectivité française.

► [Pour en savoir plus.](#)

► Marie-Noëlle Reboulet - mn.reboulet@geres.eu

Partenariat Français pour l'Eau



Le PFE réalise une vidéo de sensibilisation « Imaginez un monde à +4°C : qu'en est-il de l'eau ? »

A l'occasion de la COP24, le **Partenariat Français pour l'Eau** a réalisé une courte vidéo de sensibilisation pour alerter les décideurs et le grand public sur les impacts catastrophiques d'un réchauffement moyen de 4°C à la fin du siècle.

Un voyage futuriste pour plonger dans la France, le Vietnam et les Etats-Unis de l'année 2098.

Erik Orsenna, Président d'*Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves de France*, a prêté sa voix au personnage de cette vidéo.

Cette dernière sera lancée officiellement le jeudi 6 décembre à l'occasion d'un évènement sur le Pavillon France lors de la COP24.

▶ www.partenariat-francais-eau.fr.

▶ Mélissa Cran - melisa.cran@partenariat-francais-eau.fr

UICN



La note de l'UICN sur l'impact du changement climatique sur les espèces

A l'heure où les experts unissent leurs voix pour avertir sur la disparition effrénée des espèces, **l'Union internationale pour la conservation de la nature** (UICN) publie « *Lignes directrices pour évaluer la vulnérabilité des espèces au changement climatique* ».

Cette note, fruit du travail de dix-huit scientifiques membres du groupe de spécialistes du changement climatique de l'UICN, part du constat que le changement climatique est répertorié comme une menace pour près d'un cinquième des espèces menacées d'extinction de la liste rouge de l'UICN.

Nous avons donc plus que jamais besoin de moyens fiables pour mesurer la vulnérabilité de ces espèces afin d'identifier celles qui sont les plus menacées.

En effet, des phénomènes divers liés au changement climatique (élévation du niveau de la mer détruisant les habitats naturels, amoindrissement des sources de nourriture...) affectent différemment les espèces.

Les auteurs soulignent donc que les évaluations devraient identifier toute la gamme des pressions auxquelles les espèces sont soumises, puis choisir des méthodes d'évaluation appropriées.

La littérature scientifique étant jusqu'alors trop lacunaire dans ce domaine, cette note fournit des conseils pratiques sur les méthodes et les données à privilégier afin de mesurer avec précision cette variable, dans la mesure où comprendre ce qui rend les espèces vulnérables garantit que les efforts de conservation soient aussi ciblés et efficaces que possible.

▶ [A lire.](#)

▶ Sébastien Moncorps - sebastien.moncorps@uicn.fr

WWF France et le Club Green IT



WeGreenIT : l'étude de WWF France et du Club Green IT qui évalue l'impact environnemental du numérique

Présentée en octobre dernier, l'étude WeGreenIT évalue l'empreinte environnementale du numérique - un secteur qui ne représente pas moins de 2% des émissions mondiales de GES - ainsi que l'état d'avancement des entreprises sur cet enjeu.

Elle a été produite conjointement par **WWF France** et le **Club Green IT**. L'étude pose tout d'abord un constat : le numérique et le développement durable sont, encore aujourd'hui, deux domaines qui se parlent peu.

Premières consommatrices du numérique, les entreprises ont donc un rôle central à jouer dans la réorientation positive de la révolution numérique, alors que les réglementations nationales et internationales s'intensifient.

Ainsi, en mars 2018, 24 entreprises de divers secteurs ont répondu aux questions de cette étude, dont certaines comptent parmi nos adhérents : **La Caisse des Dépôts, Engie, La Poste, Pôle Emploi, Schneider Electric**, ou encore la **SNCF**.

Les résultats montrent notamment que les premières sources d'impact environnemental sont la fabrication des équipements informatiques (54% de l'émission de GES), l'environnement de travail des utilisateurs (ordinateurs, écrans...), ou encore le service informatique.

L'étude met également en lumière la grande variation de maturité des entreprises en fonction de leur secteur au sujet du numérique responsable.

Cependant, quel que soit le secteur, WeGreenIT souligne qu'une bonne gestion du numérique représente un levier à la fois social, avec des créations d'emplois, et environnemental pour les entreprises.

Au-delà des résultats de l'enquête, ce document a plus largement pour objectif d'impulser le développement d'une culture et de stratégies communes entre les entreprises, afin de mieux articuler numérique et développement durable.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ [Télécharger l'étude WeGreenIT](#)

Post-scriptum :



132 rue de Rivoli - 75001 Paris

tél. : 01 55 34 75 21 - fax : 01 55 34 75 20

Contact : [Christine Delhaye](#)

▶ [Site internet du Comité 21](#)